

Le meilleur classement possible

BANQUES. S&P a placé le secteur bancaire suisse dans le groupe 1 du classement «Bicra».

Le secteur bancaire suisse a obtenu le meilleur classement possible de Standard & Poor's (S&P), qui l'a placé dans le groupe 1 du classement bancaire «Bicra» (Banking industry country risk assessment). L'agence de notation a notamment justifié vendredi cette décision par la stabilité des dépôts et le peu d'enclenche au risque du secteur.

Les plus proches partenaires de la Suisse, notamment la France et l'Allemagne, sont quant à eux classés dans le groupe Bicra 2, de même que le Canada, Hong Kong, Singapour, le Liechtenstein, la Finlande et l'Australie, selon un communiqué de S&P. Le classement BICRA est une appréciation du risque propre du système bancaire d'un pays. Le score attribué varie de 1 pour le risque le plus faible à 10 pour le risque le plus élevé. Le secteur bancaire helvétique s'est également vu attribuer le score 1 dans la sous-catégorie «risque économique» et le score 2 dans le «risque sectoriel».

Le classement de ces deux catégories varie de 1 à 6. L'agence justifie cette décision par la compétitivité et la flexibilité de l'économie suisse et par la solidité des finances publiques. ■

Clients étrangers bien protégés

ALLEMAGNE. L'échange d'informations ne semble s'appliquer que dans le cadre de l'UE.

Les attaques sur le secret bancaire suisse se font si insistantes qu'elles pourraient faire oublier que des pratiques similaires existent même au sein des pays auteurs des critiques les plus virulentes. Notamment de l'Allemagne. Celle-ci figure pourtant elle aussi à une place plutôt prééminente dans l'indice d'opacité financière du réseau pour la justice fiscale. La Suisse s'y trouve certes en tête, suivie par les îles Caïman et le Luxembourg. Mais l'Allemagne figure à la neuvième place (la France n'ayant pas été notée). Sur les 15 critères appliqués, ceux jugés conformes à la transparence ne forment pas une part majoritaire (43%).

L'Allemagne paraît plutôt stricte en ce qui concerne la déclaration fiscale des avoirs de ses propres citoyens. Ce qui n'est pas le cas des clients étrangers des banques. Tout particulièrement depuis l'introduction d'un système d'imposition à la source anonyme de 25% sur les revenus de capitaux. Introduit en 2009 lorsque l'actuel candidat SPD au poste de chancelier Peer Steinbrück était ministre des finances, celui-ci ne semble guère s'effusquer de l'anonymat qu'il offre.

Car il génère probablement plus de revenus fiscaux que l'anclien régime, aux nombreuses possibilités pour diminuer l'impôt. L'acceptation de l'anonymat ressemble

ainsi à un prix à payer pour les revenus plus élevés. Nous sommes loin de l'échange automatique d'informations préconisé au sein de l'UE. Et beaucoup plus près du secret bancaire: «Pour pouvoir déposer une demande d'entraide, le pays d'origine d'un contribuable doit avoir des soupçons massifs. En règle générale, il doit également pouvoir indiquer la banque et d'autres faits concernant la situation du contribuable», explique Lorenz Jaress, professeur à l'université RheinMain et expert fiscal régulièrement consulté par le Bundestag. Une protection qui paraît encore meilleure pour les ressortissants de pays non-membres de l'UE.

Fournir des informations sur demande de pays tiers pourrait également se révéler difficile pour une autre raison. Comme dans beaucoup d'autres pays, les indications sur les bénéficiaires finaux notamment de trusts ne sont pas enregistrées de manière centralisée. Les revenus sur intérêts réalisés par des trusts situés à l'étranger sont exempts d'impôt. Seule différence dans ce domaine par rapport à la Suisse: les comptes des entrepreneurs sont accessibles publiquement. L'Allemagne reste aussi un terrain intéressant pour le blanchiment d'argent, malgré les critiques de l'UE. Même l'office fédéral allemand des affaires criminelles arrive à la conclusion que «le secteur immobilier se prête particulièrement à ces opérations». En outre, les casinos ne sont même pas mentionnés dans la loi y relative. Contrairement à la Suisse, où ils y

sont tout simplement soumis. Une porte supplémentaire pour remettre en circulation de l'argent comptant de source douteuse. Les critiques aiment mentionner l'exemple d'un dictateur libyen Mouammar Kadhafi, qui aurait placé six milliards d'euros en Allemagne, gels seulement à la mi-mars 2011 (la Suisse l'a fait en février 2011). Rappelons également l'expérience sur le terrain qu'avait faite l'année dernière le fondateur de finews.ch Claude Baumann. Il s'était fait passer pour un entrepreneur suisse gé-

nérant des revenus en Allemagne qu'il aimerait plutôt placer sur un compte allemand que de les déclarer au fisc suisse, et qui souhaitait même rapatrier en Europe des fonds non déclarés se trouvant aux Bermudes. Les huit banques allemandes visitées s'étaient montrées très ouvertes face à ces demandes. Elles n'ont pas voulu savoir si les fonds en question ont été déclarés ou pas, et le client a obtenu la garantie que les autorités suisses ne recevraient pas d'informations de la part de la banque allemande. (CA)

CASTLE ALTERNATIVE: bénéfice en baisse de 9,6%
La société de participation Castle Alternative Invest, cotée à la Bourse SIX, a dégagé au premier trimestre un bénéfice en baisse de 9,6% à 1,3 millions de dollars. Le profit après minoritaires est ressorti à 10,56 millions de dollars, en hausse de 53,9%, a-t-elle annoncé vendredi. Le résultat des investissements est ressorti à 13,2 millions de dollars, tandis que les coûts opérationnels se sont établis à 1,89 million de dollars. La valeur nette de l'actif (NAV) a progressé de 3,9% à 17,71 dollars par action à la fin du trimestre, comparé à fin 2012. Le montant total a atteint 242,2 millions de dollars.

AGFETI Partenaires

Événement À À À

Colloque

Le blanchiment d'argent

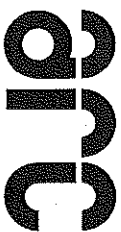
Jeu 27 juin 2013

HEG - Haute école de gestion Arc, Neuchâtel

Programme et inscriptions:
www.he-arc.ch/blanchiment-argent

ilce - institut de lutte contre la criminalité économique

heg - haute école de gestion



Hes-so
Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale
Fachhochschule Westschweiz